



VILLE D'ETAMPES

ARRÊTE DU MAIRE N°VI-AR-2024/080

Arrêté temporaire

Objet : Rue Saint Martin.

Stationnement interdit et déclaré gênant aux droits des n°63, n°65, n°67 et n° 71.

Le Maire de la Ville d'ETAMPES,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route et notamment les articles L 411.1 ; L 411.3, L 411.4, et L 411.8,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions modifiée et complétée par la loi n°96.142 du 21 février 1996,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, version consolidée en date du 4 septembre 2008, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU la demande présentée par les sociétés SUEZ EAU FRANCE/Sud-Ouest Ile-de-France située ZAC de Coquerive - 3 rue du Perray à Etampes et LVL TP situé 9 bis rue de la Butte Cordière 91150 Etampes, devant entreprendre la réparation du collecteur d'assainissement, rue Saint Martin à Etampes,

CONSIDÉRANT que pour garantir la sécurité publique et faciliter le bon déroulement de ces travaux, il est nécessaire de réglementer le stationnement, rue Saint Martin à Etampes,

ARRETE

ARTICLE 1: Le mercredi 14 février 2024 de 8 heures à 17 heures, le stationnement sera interdit et déclaré gênant rue Saint Martin aux droits des n°63, n°65, n°67 et n°71 à Etampes,

ARTICLE 2: Une signalisation conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière qui prévoit dans son livre I, modifié par arrêté du 6 décembre 2011, partie 8, articles 119 à 133, les conditions dans lesquelles doit être effectuée la signalisation temporaire sur la voirie, sera mise en place et entretenue par les sociétés SUEZ EAU FRANCE/Sud-Ouest Ile-de-France et LVL TP .

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification et de la publicité de cet arrêté. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est transmis à :

Madame La Commissaire de Police, Cheffe de la circonscription d'Etampes,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Etampes,
Les Services Techniques Municipaux, et le service de la Police Municipale
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Etampes, le 7 février 2024.

Date de publication le 13 FEV. 2024

Pour extrait certifié conforme,

Par Délégation du Maire,
Jean-Michel JOSSO
Adjoint au Maire
En Charge de la Voirie

